



HAL
open science

Panama 1885 : Révolution et lutte d'influence franco-états-unienne

Romain Delmon

► **To cite this version:**

Romain Delmon. Panama 1885 : Révolution et lutte d'influence franco-états-unienne. GIS Réseau Amérique latine. Actes du 1er Congrès du GIS Amérique latine : Discours et pratiques de pouvoir en Amérique latine, de la période précolombienne à nos jours, 3-4 novembre 2005, Université de La Rochelle, Nov 2005, 19 p. halshs-00008417

HAL Id: halshs-00008417

<https://shs.hal.science/halshs-00008417>

Submitted on 1 Feb 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Panama 1885 : Révolution et lutte d'influence franco-états-unienne.

Delmon Romain

Université de La Rochelle

Introduction :

« Monsieur le Ministre (...) les derniers renseignements qui m'ont été adressés de Colón, et ceux qui ont été reçus ici, portent que les américains occupent l'isthme avec un millier d'hommes, ils ont quatre navires sur rade de Colón et plusieurs autres à Panama¹. »

Tel est le début de la lettre adressée au ministre français de la Marine et des Colonies, le 27 avril 1885, par le contre-amiral Lacombe, commandant en chef de la Division Navale de l'Atlantique Nord. Lorsqu'on étudie cette division, qui effectua un certain nombre de missions d'ordre diplomatique et géostratégique dans une vaste zone allant des côtes du Venezuela à l'estuaire du Saint-Laurent, entre 1885 et 1888, on apprend, qu'en 1885, les Etats-Unis d'Amérique ont mené une intervention d'envergure (plus de mille hommes) dans l'isthme de Panama². Mais, lorsqu'on interroge l'historiographie française sur cet événement on trouve bien peu d'éléments³. La recherche d'informations sur Internet est fort intéressante car les articles traitant de cet événement l'instrumentalisent, sans l'analyser, à des fins partisans et en manifestant peu de rigueur sur la réalité des faits⁴. Si l'historien ne peut croire pouvoir retrouver la réalité absolue il est néanmoins possible de tenter d'éclairer l'intervention états-unienne de 1885 dans l'isthme de Panama, en fondant son travail sur des sources authentiques et ainsi essayer d'analyser cette intervention en la recontextualisant. Pour cela, il est nécessaire de croiser les sources et les écrits les plus documentés sur cet événement. Il est possible de classer ces sources selon trois provenances. On dispose tout d'abord des archives françaises : navales, avec les rapports des officiers de la Division Navale de l'Atlantique Nord, et consulaires, avec les archives des représentants français en poste à Bogota, Colón et Panama. Ces derniers fonds ont d'ailleurs été étudiés par Luis-Carlos Ortiz dans une thèse sur la correspondance des diplomates français en Colombie, de 1860 à 1903⁵. Un article de Daniel Wicks, réalisé avec les sources américaines, est fort utile pour comprendre les

¹ Service Historique de la Marine de Rochefort, Malle du marin n°3, fond Ribell, dossier Division Navale de l'Atlantique Nord, p. 55.

² DELMON, Romain, Géostratégie et diplomatie française sur les littoraux antillais et nord-américains : Les missions de la Division Navale de l'Atlantique Nord 1885-1888, mémoire de maîtrise, inéd., Université de La Rochelle, Juin 2003.

³ Une mention sommaire de l'opération dans SY-WONYU, Aïssatou, *Les Etats-Unis et le monde au 19^e siècle*, Paris, Armand colin, p. 278. La référence la plus importante sur l'intervention américaine de 1885 est : ORTIZ, Luis-Carlos, *La correspondance politique des diplomates français en Colombie, 1860-1903*, Thèse de doctorat, Université Paris-I, inéd., 1989.

⁴ On trouve des articles pro-américain comme MUSICANT, Ivan, « Intervention », *American history*, n°29, 1995, p.67-72, ou bien à l'inverse ouvertement anti-américain comme STEINSLEGER, José, « Panama : honte et domination », http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=744, visité le 15/11/2005. Ces deux articles très militants détournent la réalité afin de justifier leurs propos d'où une nécessaire mise au point se fondant sur les sources de première main et une véritable volonté d'impartialité.

⁵ ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, 544 pages.

positions de la Maison Blanche et de la *Navy*⁶. Enfin, deux articles chiliens éditent des sources consulaires et navales qui permettent d'éclairer les événements de 1885 sous un autre point de vue⁷.

Il convient d'inscrire l'intervention américaine au Panama, en 1885, dans le cadre des relations internationales à la fin du XIX^e siècle. Emerge alors un premier angle d'approche, celui de la rivalité, souvent méconnue, entre la France et les Etats-Unis à propos du creusement du canal interocéanique, lorsque l'entreprise du « *Grand français* », Ferdinand de Lesseps, heurtait le fondement de la politique extérieure états-unienne, la doctrine Monroe. La deuxième grande question que pose cette intervention est celle de l'impérialisme américain que, traditionnellement, les manuels d'histoire font débiter en 1898 par la guerre hispano-américaine⁸. Qu'en est-il de cet impérialisme en 1885 ? Existe-t-il ? Si oui, comment ? La question de l'impérialisme étant un sujet de discordes, de controverses, en Histoire comme dans la plupart des sciences sociales, on s'abstiendra d'entrer dans les discussions autour de ce concept, en se plaçant derrière la définition proposée, pour l'époque concernée, par René Girault, pour qui l'impérialisme « *consacre l'existence de rapports inégaux entre des peuples ou des Etats* »⁹.

Les événements de Panama, en 1885, sont également un bon moyen d'analyser les relations entre les décideurs et les acteurs des politiques extérieures française et états-unienne, entre le discours de politique extérieure et son application sur le terrain, en cette fin de XIX^e siècle. Ce, sans oublier le rôle et les réactions de l'Etat colombien face à l'incursion de troupes étrangères sur son territoire.

Pour étudier cela, il convient de revenir sur la situation politico-diplomatique des Etats-Unis de Colombie et sur les événements de 1885, dans le détail, avant de voir ces événements par le prisme de la rivalité franco-américaine, puis par celui de l'impérialisme états-unien.

I) l'isthme de Panama en 1885 : Un enjeu géopolitique à plusieurs échelles.

A) 1885 : guerre civile et rivalité diplomatique.

Dans son discours d'investiture, le 11 août 1884, Rafael Nuñez, accédant pour la seconde fois à la présidence grâce à une coalition de conservateurs et de libéraux indépendants, énonce sa volonté de « *rectifier la constitution* » des Etats-Unis de Colombie¹⁰. Sa principale idée est de lutter

⁶ WICKS, Daniel, « Dress Rehearsal : United States intervention on the isthmus of Panama, 1885 », *Pacific historical review*, novembre 1980, V.49, n°4, p. 581-605.

⁷ MORENO DE ANGEL, Pilar, « Panama y la revolución de 1885 a través de las cartas del diplomático chileno José Antonio Soffía », *Boletín de Historia y Antigüedades*, 1982, n°69, p. 383-408. TROMBEN, Carlos, « Presence Naval : the cruiser Esmeralda in Panama », *International journal of naval history*, www.IJNOnline.org /Volume1_number1_Apr02/article, visité le 7/10/ 2005.

⁸ On peut citer à titre d'exemple LEFEBVRE, Maxime, *La politique étrangère américaine*, Parsi, Puf, 2004, 127 pages. GUILLAUME, Pierre, *Le monde colonial XIX^e-XX^e*, Paris, Armand Colin, p. 45-46. Ce dernier ouvrage est intéressant car il n'évoque l'impérialisme américain qu'en terme d'aventure coloniale, or il me semble réducteur de limiter l'impérialisme à la simple colonisation, il peut prendre bien d'autres formes.

⁹ GIRAULT, René, *Diplomatie européenne et impérialismes 1871-1914*, Paris, Masson 1979, p. 147-149. Cette définition semble parfaitement s'accorder avec la période 1871-1914, car elle admet toutes les formes d'impérialisme, de la simple ingérence (à laquelle se rapproche l'intervention états-unienne de 1885 au Panama) à la totale sujétion. Elle permet de se dégager de l'analyse de stricte obédience marxiste sur la notion d'impérialisme.

¹⁰ ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 295.

contre «l'anarchie organisée de la république fédérale» par une centralisation de la vie politique du pays¹¹. Très vite, les libéraux radicaux répondent à ce projet de réforme constitutionnelle par le soulèvement armé et le représentant français à Bogota, M.Lanen, peut écrire au ministre des Affaires étrangères, le 22 décembre 1884, que des bandes de guérilla se sont formées dans plusieurs points du territoire colombien et que le Président de la République vient de proclamer l'état de siège dans les Etats de Santander, Boyaca, Cundinmarca, Magdalena et dans les parties de l'Etat de Bolivar situées sur les bords du fleuve Magdalena¹². L'année 1885 s'ouvre donc, dans les Etats-Unis de Colombie, par une énième guerre civile, la neuvième d'envergure nationale sur les onze que l'on peut dénombrer de 1810 à 1902. Une guerre qui marque la fin du fédéralisme¹³. De plus, dans sa volonté de centralisation, le gouvernement Nuñez, si l'on en croit le consul général de France, souhaite supprimer l'Etat de Panama comme état souverain pour que ce territoire, en proie aux troubles et qui par sa situation échappe trop souvent au contrôle de l'Etat colombien, soit placé sous l'administration directe de Bogota¹⁴. Pour les libéraux, qui dominent la vie politique de l'isthme, c'est clairement un motif de soulèvement et de révolution¹⁵.

Outre les guerres civiles et les conflits locaux interétatiques¹⁶, les Etats-Unis de Colombie sont aussi marqués, à la fin du XIX^e siècle, par les luttes d'influence et les tractations diplomatiques des grandes puissances autour de l'isthme de Panama. Ces luttes d'influence atteignent probablement leur paroxysme dans les années 1880. En effet, depuis 1881, Ferdinand de Lesseps et la *Compagnie universelle du canal interocéanique* ont commencé les travaux qui doivent relier la mer des Caraïbes à l'océan Pacifique. L'objectif des grandes puissances est alors de préparer l'ouverture du canal, prévue pour 1888, afin de s'assurer une bonne place sur cette nouvelle route commerciale¹⁷. Cependant, les luttes d'influence et les tractations diplomatiques, en vue d'une liaison interocéanique, ont commencé bien avant les travaux de la *Compagnie universelle du canal interocéanique*.

Pour situer le contexte diplomatique des événements de 1885, il convient en premier lieu de remonter à 1846. Cette année là, fut signé le traité Bildack-Mallarino entre les Etats-Unis et la Nouvelle-Grenade¹⁸. En vertu de l'article 35 de ce traité, outre un certain nombre de facilités commerciales, Bogota garantissait aux Etats-Unis le passage ou le transit à travers l'isthme, par tous les moyens de communication existants ou pouvant être construits à l'avenir. Les biens et les ressortissants américains ne pouvaient en aucun cas y être taxés différemment des ressortissants colombiens. En échange, Washington s'engageait à garantir positivement et efficacement à la Nouvelle-Grenade, la parfaite neutralité de l'isthme, afin que le libre transit d'une mer à l'autre ne puisse pas être interrompu ni gêné pendant la durée du traité. En conséquence, les Etats-Unis garantissaient les droits de propriété et de souveraineté de la Nouvelle-Grenade sur l'isthme¹⁹.

¹¹ *Ibidem*, p. 40.

¹² ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 305. Pour plus de renseignements sur les premiers mois du second mandat de Rafael Nuñez voir aussi les pages 294-304.

¹³ *Ibid.*, p. 32.

¹⁴ *Ibid.*, p. 296-298. Ce projet, datant au moins de décembre 1884, devait être présenté au congrès le 1^{er} février 1885.

¹⁵ VEGA, Renan, JAUREGUI-GONZALEZ, Sandra, ORTIZ, Luis-Carlos, *El Panama colombiano en la reparticion imperialista (1848-1903), reconstruccion historica a partir de las fuentes diplomticas de Francia*, Bogota, Ediciones pensamiento critico, 2003, p. 105.

¹⁶ Une cinquantaine au dix-neuvième siècle.

¹⁷ DELMON Romain, *op. cit.*, p. 206-211.

¹⁸ Ce traité s'inscrivait dans la lignée de la politique extérieure de James Polk élu en 1844 à la Maison Blanche. En raison de l'acquisition de territoires sur la côte Pacifique et la découverte d'or en Californie le besoin de nouvelles routes commerciales entre l'Est et l'Ouest se faisait de plus en plus sentir.

¹⁹ FISCHER, Georges, *Les Etats-Unis et le Canal de Panama*, Paris, L'harmattan, 1979, p. 12-13.

Ce traité servit aux Etats-Unis de prétexte pour intervenir huit fois au Panama entre 1846 et 1885²⁰. Il fut également invoqué lorsque le gouvernement de Bogota donna le droit exclusif à la société de William Henry Aspinwall de construire un chemin de fer transisthmique. Mais très vite, la société exploitant ce chemin de fer, la *Panama Railroad Company* apparut comme détentrice de pouvoirs illimités dans l'isthme²¹. En 1869 et 1870, Américains et Colombiens s'entendirent sur deux traités assurant à la Colombie la souveraineté sur l'isthme et aux Etats-Unis le contrôle et la jouissance d'un futur canal, mais ceux-ci ne furent jamais ratifiés. Toutefois, dans les années 1880, l'heure était au rapprochement entre Bogota et Washington, notamment durant la présidence de Rafael Nuñez qui voyait les Etats-Unis comme un allié face aux européens et aux autres pays hispano-américains²².

Cette vision ne pouvait que plaire aux Etats-Unis qui, en vertu de la doctrine Monroë, entendaient limiter l'influence européenne en Amérique latine. C'est dans cet esprit qu'il faut comprendre la signature du traité Clayton-Bulwer, entre les Etats-Unis et l'Angleterre, en 1850. Par celui-ci, les deux puissances se refusaient à obtenir un contrôle exclusif sur un canal interocéanique en Amérique centrale, à ériger des fortifications, à coloniser ou à exercer des pouvoirs souverains quelconques dans cette partie du Monde. Les navires des deux parties devaient pouvoir librement traverser un hypothétique canal en cas de guerre. Pour la Maison Blanche, il s'agissait de freiner la pénétration britannique en Amérique centrale²³.

On comprend dès lors, la surprise et l'inquiétude nourries par les milieux dirigeants américains lorsque la Colombie accorda, en 1876 puis 1878, un contrat de concession à Lucien Bonaparte Wyse, point de départ de l'entreprise de la *Compagnie universelle du canal interocéanique*, une compagnie à capitaux majoritairement français²⁴.

Les événements militaires qui secouèrent l'isthme de Panama, en 1885, sont donc à mettre en relation avec deux logiques géopolitiques : celle de l'Etat colombien et celle des grandes puissances mondiales pour le contrôle des routes commerciales.

B) Les événements de 1885 dans l'isthme de Panama : énième révolution et intervention états-unienne.

Au début du mois de janvier 1885, le Général Santo Domingo Villa, libéral mais proche de Nuñez, fut nommé président de l'Etat de Panama. A la mi-février, il partit avec la grande majorité des forces de l'isthme pour combattre, sur les rives du Rio Magdalena, un certain général Gaïtan Obeso, principal chef des libéraux révoltés qui tenaient les ports de Cartagena, Sabanilla et Santa-Marta. Profitant du vide laissé, par le départ des principales forces de l'isthme, le général libéral Aizpuru, ancien président de l'isthme, tenta d'organiser une révolution mais échoua à prendre la ville de Panama, le 16 mars 1885. Il échoua car Justo Arosemena, qui assurait la présidence de l'Etat en l'absence du général Villa, avait appelé les dernières forces restant sur l'isthme et stationnant à Colón afin de protéger la capitale. Le chef de ces forces, le Général Gomina, profita de sa victoire sur Aizpuru pour se faire attribuer officiellement le pouvoir civil et militaire dans l'Etat de Panama.

²⁰ VEGA, Renan, JAUREGUI-GONZALEZ, Sandra, ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 96.

²¹ FISCHER, Georges, *op. cit.*, p. 15.

²² ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 356-360.

²³ FISCHER, Georges, *op. cit.*, p. 16-17.

²⁴ *Ibid.*, p. 18.

La veille, soit le 15 mars, un certain Pedro Prestan²⁵, pris le pouvoir à Colón, profitant du départ des quelques forces qui y demeuraient, et se proclama chef civil et militaire. Face aux troubles, les commandants de navires de guerre des Etats-Unis, mouillant de part et d'autre de l'isthme, décidèrent de débarquer des hommes afin de protéger le chemin de fer transisthmique et donc le transit d'un océan à l'autre, en vertu de l'article 35 du traité de 1846. Ainsi, environ 75 marins de la "*Galena*" protégèrent à Colón les installations de la *Panama Railroad Company*. Les hommes du "*Wachusset*" firent de même à Panama City. Prestan, selon l'immense majorité des sources, se montra, dans un premier temps, très soucieux du respect des ressortissants étrangers et de leurs biens. La situation semble d'ailleurs si calme que dans deux lettres, datées du 28 et 29 mars, le contre-amiral Lacombe, commandant en chef de la Division Navale de l'Atlantique Nord, juge inutile la présence de navires de guerre français au large de Colón car ni les négociants français, ni leurs biens, ni les travaux de la compagnie du canal ne semblent devoir souffrir de la révolution menée par Pedro Prestan.

Le 31 mars, arriva dans la rade de Colón un navire de commerce, en provenance de New-York, transportant une grande cargaison d'armes et de munitions, commandées quelques semaines plutôt par un certain Pedro Prestan, alors illustre inconnu. Mais, lorsque le révolutionnaire colombien voulut récupérer cette cargaison, le vice-consul des Etats-Unis et un agent de la *Pacific Mail* refusèrent qu'on lui les livre. Prestan, sachant qu'il ne pouvait faire la révolution sans arme, envoya en prison le vice-consul, un agent de la compagnie des vapeurs américains, le consul et l'agent de la *Pacific Mail* ainsi que deux officiers de la "*Galena*". Toutefois, après maintes discussions, Prestan accepta de libérer ces hommes contre leur unique parole de faire tout leur possible pour qu'on lui livre ses armes. Armes dont il avait cruellement besoin, car la veille, le superintendant de la *Panama Railroad Company*, M.Buth, avait envoyé un télégramme au général Gomina à Panama, demandant l'envoi immédiat de troupes du gouvernement qui vinrent en train express mis à leur disposition par la compagnie, avec probablement les armes commandées par Pedro Prestan²⁶. Dans la nuit du 30 au 31, eurent lieu de premiers affrontements à l'extérieur de la ville, les troupes révolutionnaires durent se replier sur Colón. Le matin du 1^{er} avril, lorsqu'il parut évident que les affrontements allèrent se dérouler en ville, le commandant de la "*Galena*", navire de guerre des Etats-Unis, donna l'ordre de débarquer cent soldats et marins, envoya la plus grande partie des troupes débarquées protéger le consulat des Etats-Unis, puis fit placer deux pièces d'artillerie devant la station du chemin de fer. Les troupes états-uniennes, au grand regret de l'agent consulaire français, ne protégèrent que les intérêts de leurs pays et de leurs ressortissants²⁷. Le matin du 1^{er} avril, les troupes gouvernementales se lancèrent à l'assaut des barricades, dressées dans Colón par les révolutionnaires. Vers midi, acculé et trompé, Prestan ordonna d'incendier la ville. « *A quatre heures de l'après-midi tout était terminé Colón n'existait plus* », selon un négociant français²⁸. Prestan et ses lieutenants furent par la suite arrêtés, avec l'aide des états-uniens, puis pendus²⁹.

Le consul des Etats-Unis aurait alors demandé « *Plus de force ici ou les Américains devront abandonner l'isthme* »³⁰. L'incendie de Colón eut alors un grand retentissement et provoqua une

²⁵ On trouve peu de renseignements sur Pedro et Prestan et ils sont contradictoires, c'est pourquoi je suis ici Luis-Carlos Ortiz qui semble le mieux documenté. VEGA, Renan, JAUREGUI-GONZALEZ, Sandra, ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 112. Il le présente comme un général mulâtre naît à Cartagena mais d'origine jamaïcaine.

²⁶ Lettre envoyée, le 30 juin 1885, à la direction politique par un négociant français, M. Van Messen, établi à Colón, éditée in VEGA, Renan, JAUREGUI-GONZALEZ, Sandra, ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 268-274.

²⁷ Lettre, datée du 5 avril 1885, du Consul de France à Panama, M. GARRUZ, à destination du ministre des Affaires étrangères, éditée in VEGA, Renan, JAUREGUI-GONZALEZ, Sandra, ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 262-265.

²⁸ Lettre envoyée, le 30 juin 1885, à la direction politique par un négociant français, M. Van Messen, établi à Colón, éditée in VEGA, Renan, JAUREGUI-GONZALEZ, Sandra, ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 268-274.

²⁹ VEGA, Renan, JAUREGUI-GONZALEZ, Sandra, ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 117-121.

³⁰ MUSICANT, Ivan, *op. cit.*, p. 68.

conférence à la Maison Blanche, durant laquelle fut prise la décision d'envoyer plus de navires et d'hommes³¹. L'ampleur du désastre amena le gouvernement colombien à approuver l'intervention américaine³². Cette intervention apparaissait comme d'autant plus nécessaire que le 31 mars, profitant du départ des troupes gouvernementales pour Colón, le général Aizpuru s'était emparé de la ville de Panama et autoproclamé Président de l'Etat de Panama. Le constat était le suivant : les troupes gouvernementales, trop faibles, ne parvenaient pas à maintenir l'ordre dans l'isthme. De plus, comme l'illustre l'incendie de Colón, les intérêts étrangers commençaient à être sérieusement menacés, avec notamment des bandes armées pillant sur le chemin de fer³³.

Au nom de l'article 35 du traité de 1846, entre les Etats-Unis et la Nouvelle-Grenade, le 15 avril 1885, le contre-amiral McCalla débarqua à Colón avec 1200 hommes. A ce moment là, le transit d'est en ouest avait été rouvert par les troupes déjà présentes sur l'isthme mais Aizpuru tenait toujours Panama³⁴. McCalla décida alors de transférer son quartier général de Colón à Panama, le 21 avril, au prétexte qu'Aizpuru n'avait aucun droit et donc aucune légitimité³⁵. Le 23, apprenant que des forces gouvernementales étaient en route depuis le port de Buenaventura pour venir rétablir la souveraineté de Bogota à Panama, Aizpuru et ses hommes érigèrent des barricades³⁶. Le lendemain, les troupes américaines envahirent Panama et arrêtèrent Aizpuru. Cette intervention semble avant tout avoir été motivée par la peur de revivre l'incendie de Colón³⁷. Mais l'arrestation d'Aizpuru provoqua la fureur de ses hommes. Le corps consulaire de la ville de Panama craint alors beaucoup de la colère des révolutionnaires, privés de leur chef, et négocia avec les troupes états-uniennes sa libération. McCalla accepta après avoir obtenu la promesse d'Aizpuru de ne pas livrer combat en ville. Le général Aizpuru fut donc libéré et les troupes américaines se retirèrent³⁸.

Le 28 avril, les troupes gouvernementales se présentèrent aux portes de Panama. L'amiral Jouett³⁹ tint alors une sorte de conférence de la paix entre le général Montoya chefs des troupes gouvernementales et le général Aizpuru. Ce dernier accepta de se retirer et de cesser ses activités contre le gouvernement en échange de sa liberté et de celle de ses hommes. Le 30 avril 1885, le général Montoya entra dans la ville de Panama et rétablit le pouvoir colombien sur l'isthme, la révolution y était terminée. Ses hommes ayant visiblement refusé de rendre leurs armes, Aizpuru fut néanmoins arrêté et condamné à dix ans de prison⁴⁰. Le calme était revenu dans l'isthme, après près d'un mois d'occupation états-unienne. Cependant, les dégâts, notamment à Colón, étaient très lourds pour la *Compagnie universelle du canal interocéanique*. Les américains, à écouter les consuls français, n'avaient protégé que leurs intérêts.

³¹ WICKS, Daniel, *op. cit.*, p. 588.

³² ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 314. MORENO DE ANGEL, Pilar, *op. cit.*, p. 387.

³³ Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, Panama A 40, lettre du consul au Commandant en chef de la Division Navale du Pacifique, datée du 3 avril 1885.

³⁴ WICKS, Daniel, *op. cit.*, p. 593.

³⁵ *Ibid.*, p. 595.

³⁶ *Idem.* Action confirmée par le rapport du Capitaine Lopez, commandant du navire de guerre chilien "*L'Esmeralda*" arrivé à Panama le 28 avril 1885, cité in TROMBEN, Carlos, *op. cit.*

³⁷ On sait par une lettre de l'agent consulaire français de Panama la peur de la population de vivre le même sort que Colón. C.A.D.N, Panama A 40, lettre du consul au Commandant en chef de la Division Navale du Pacifique, datée du 3 avril 1885. Un élément confirmé par Philippe Bunau-Varilla car l'amiral « keen » ou « kean » fut très critiqué par la presse américaine pour son inefficacité lors de l'incendie de Colón. Bunau-Varilla, Philippe, *The greater adventure of Panama*, www.lb.byu.edu/~rdh/wwi/comment/Panama/Panama03.htm, visité le 16/10/ 2005.

³⁸ C.A.D.N, Panama A 40, dossier «événement de Colón 1885», lettre du consul pour le ministre des Affaires étrangères, datée du 4 mai 1885. WICKS, Daniel, *op. cit.*, p. 598.

³⁹ Cet amiral commandait la flotte états-unienne qui mouillait de part et d'autre de l'isthme.

⁴⁰ WICKS, Daniel, *op. cit.*, p. 598. TROMBEN, Carlos, *op. cit.*

II) L'évidente rivalité franco-américaine.

En 1885, John Fiske publie son « *Manifest destiny* », les Etats-Unis, à l'image de l'Europe, entament une politique d'expansion hors de leurs frontières. Celle-ci a été précédée depuis le deuxième quart du XIX^e siècle par l'envoi de capitaux à l'étranger, notamment à Cuba où les *Yankees* ont fait main basse sur le marché du sucre. Dans ces conditions, la construction du canal de Panama par une compagnie dont les principaux capitaux sont français ainsi que les répercussions commerciales et stratégiques qu'elle engendre ne peuvent laisser indifférent Washington. Un dilemme se pose à la Marine et au corps consulaire français : comment conjuguer protection des intérêts français dans l'isthme de Panama et maintien de bonnes relations entre la France et les Etats-Unis, face aux ambitions américaines dans la zone du canal, en particulier lors des événements de 1885 ?

A) Un canal interocéanique, une affaire exclusivement américaine ?

La Marine française se rend compte que les Etats-Unis n'ont pas vu d'un bon œil l'aval donné par les autorités colombiennes à une compagnie française pour la réalisation d'un canal interocéanique. Ce, d'autant plus que durant sa présidence (1869-1877) le Général Grant, le vainqueur de Gettysburg, avait annoncé que « *si canal il doit y avoir, ce sera un canal américain, construit avec de l'argent américain et sur sol américain* »⁴¹.

Le 8 mai 1882, le Secrétaire d'Etat Frelinghuysen surenchérisait en affirmant qu'« *une garantie internationale de la neutralité du transit à travers l'isthme américain fournirait aux flottes du monde un prétexte pour s'assembler dans des eaux contiguës aux rives américaines et serait, en outre, incompatible avec la doctrine Monroe* »⁴².

On comprend mieux dès lors, la menace que peut représenter, aux yeux des autorités américaines, la construction d'un canal interocéanique par une compagnie française bien qu'officiellement universelle. De plus, l'Etat de Panama, rattaché aux Etats-Unis de Colombie depuis 1819, se trouvait loin du pouvoir central de Bogota, une capitale si lointaine que les tentatives de sécessions furent fréquentes tout au long du XIX^e siècle. En 1861, il fut même envisagé de faire établir un protectorat sur le Panama sous la tutelle de la France, des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne⁴³. Le risque d'une implantation française, dans le sillage de la *Compagnie universelle du canal interocéanique*, est donc clairement un danger pour les autorités américaines que les commandants des bâtiments de la Division Navale de l'Atlantique Nord se doivent de rassurer. C'est probablement pour cela que dans les instructions générales aux commandants des bâtiments, datant du 20 juin 1882, c'est à dire du tout début de la construction du canal de Panama, il est recommandé :

« *Dans les relations que vous pourrez avoir avec les diverses autorités des Etats-Unis d'Amérique vous apporterez une extrême réserve en ce qui concerne le canal projeté ; car il importe au succès même de l'œuvre de s'abstenir de toute démarche qui puisse éveiller les susceptibilités de ce Gouvernement, et l'amener à croire que nous n'attribuons pas à cette*

⁴¹ TROTET, François, *Le Panama*, Paris, Karthala, 1991, p. 27.

⁴² FISCHER, Georges, *op. cit.*, p. 19.

⁴³ TROTET, François, *op. cit.*, p. 20-21.

entreprise un caractère exclusivement commercial »⁴⁴.

Il est donc important, dans le cadre des relations franco-américaines, que les commandants de la marine de guerre française ne laissent aucunement penser que la France veuille s'implanter en Amérique centrale. Or, pour les Républicains et notamment le Président Hayes, Ferdinand de Lesseps et la *Compagnie universelle du canal interocéanique* étaient des ennemis. Ils pensaient que la compagnie pouvait servir de justification à la France pour intervenir dans l'hémisphère ouest, et de ce fait découragèrent les investissements dans cette compagnie⁴⁵. Les officiers français se rendent compte de cette situation et, en 1888, le contre-amiral Ribell fait part au ministre de la Marine des intentions américaines à propos du canal :

« *Les Etats-Unis d'Amérique s'intéressent vivement à cette œuvre, ils n'attendraient, dit-on, que la chute de la compagnie française pour se substituer à elle et à peu de frais. Ce serait dans ce but qu'ils auraient lancé le canal de Nicaragua afin de décourager les capitaux français* »⁴⁶.

Ainsi, l'amiral Jouett, commandant de l'escadre américaine, avant de quitter la Nouvelle-Orléans pour l'isthme, dans une conférence de presse, affirma que le Général Aizpuru était un jouet des français. Selon lui, les Américains devaient combattre les Français qui voulaient empêcher les Etats-Unis de construire un canal au Nicaragua. Ce genre de déclarations avait beau provoquer la colère du secrétaire d'Etat Bayard, qui comme le Président Cleveland ne voyait pas la France comme un ennemi. Les propos de l'amiral Jouett, selon Daniel Wicks, étaient représentatifs du sentiment des officiers de la *Navy* très sensibles à la concurrence des européens⁴⁷.

L'amiral Jouett se permit même, durant le mois d'avril 1885, d'inspecter les navires de guerre français afin de s'assurer qu'ils ne s'appropriassent pas à débarquer des troupes ou des armes dans l'isthme⁴⁸. Cette attitude, sévèrement jugée par les officiers français, montre le climat de suspicion entre les deux marines qui se suspectaient mutuellement d'avoir joué un rôle dans le déclenchement des troubles panaméens.

On mesure là toute la difficulté de la mission des officiers de la Division Navale de l'Atlantique Nord, que de protéger les intérêts français dans l'isthme tout en gardant de bon rapport avec les Etats-Unis, éventuel allié, tout du moins puissance qu'il ne faut pas se mettre à dos. Les événements de 1885 dans l'isthme, marqués par l'incendie de Colón, constituent un moment important pour saisir la difficulté de cette mission et l'échec français.

B) 1885 : Une défaite française ?

Pour savoir si les événements de 1885 constituent une défaite pour la France, il convient d'abord d'évaluer leurs conséquences sur les intérêts français. La première constatation tient dans un télégramme, envoyé début avril 1885, par le consul de Colón, au contre-amiral Lacombe⁴⁹ : « *Colón entièrement brûlé, Français sans asile sans pain, famine situation grave* »⁵⁰. L'officier supérieur rapporte également au ministre de la Marine, le 14 mai 1885 :

⁴⁴ S.H.M.R, Malle du marin n°3, fond Ribell, dossier Division Navale de l'Atlantique Nord, p. 43-44.

⁴⁵ WICKS, Daniel, *op. cit.*, p. 587.

⁴⁶ S.H.M.R, Malle du marin n°3, fond Ribell, dossier Division Navale de l'Atlantique Nord, p. 138.

⁴⁷ WICKS, Daniel, *op. cit.*, p. 587 et p. 594.

⁴⁸ S.H.M.R, Malle du marin n°3, fond Ribell, dossier Division Navale de l'Atlantique Nord, p. 57.

⁴⁹ Le contre-amiral Lacombe était alors commandant en chef de la Division Navale de l'Atlantique Nord.

⁵⁰ C.A.D.N, Panama A 40, dossier «événement de Colón 1885», lettre du consul pour le ministre des Affaires étrangères, datée du 21 mars 1885.

« Les directeurs américains du chemin de fer n'ont rien fait pour sauvegarder le matériel dont les actions appartiennent pour les 9/10 aux capitaux français de la Compagnie du Canal de Panama. Il y a là une situation défavorable pour cette dernière, dont elle devra se sortir à tout prix⁵¹. »

Selon le consul de France, la compagnie aurait perdu 15 millions de piastres, une somme colossale⁵². De plus, les marins états-uniens, durant leur occupation de l'isthme, auraient massacré 26 ouvriers jamaïquains au lieu-dit de la Culebra, provoquant le départ de nombreux travailleurs antillais des chantiers du canal⁵³. Ainsi, d'un point de vue matériel et humain les événements qui ont secoué l'isthme de Panama, les quatre premiers mois de 1885, ont été catastrophiques pour la *Compagnie universelle du canal interocéanique* et donc pour les intérêts français. En cela, 1885 est déjà un échec, une défaite pour la marine française dont l'une des principales missions est d'assurer la défense des français et de leurs intérêts à l'étranger.

D'autre part, le consul de France à Panama se plaint de la présence militaire des américains dans une lettre du 21 avril 1885, adressée au ministre des Affaires étrangères : *« Les américains me semblent rendre beaucoup trop de services à eux seuls, et à leur manière »*⁵⁴. Cette phrase illustre également l'échec de la marine française qui, étant restée en retrait lors des événements, ne peut que constater l'accroissement de l'influence américaine sur l'isthme, après les événements de 1885⁵⁵. La deuxième défaite à noter pour la marine française est donc le recul de l'influence française face à l'influence états-unienne sur l'isthme, car assurer l'influence et le rayonnement de la France à l'étranger est aussi l'une de ses grandes missions. L'accroissement de l'influence américaine a par ailleurs des conséquences immédiates : *« Les américains préparent et façonnent l'isthme, ils y introduisent leurs mœurs grâce à eux la pendaison à droit de cité en Colombie »*⁵⁶.

Mais surtout, en 1885, la France a perdu la bataille de la presse et de l'information ou plutôt de la désinformation. En effet, l'action du consul de France, qui avec les consuls d'Angleterre, de Belgique et du Salvador a obtenu la remise en liberté d'Aizpuru auprès des troupes américaines, est montée en épingle par la presse. En effet, le seul journal visiblement présent sur l'isthme, le *« Star Herald »*, adopte une ligne pro-américaine, relatant les démarches consulaires pour obtenir la libération d'Aizpuru, les Français y sont décrits comme pro-révolutionnaires et les Américains comme défenseurs de Bogota⁵⁷. L'envoyé de presse auprès du corps expéditionnaire américain insista, lui, sur l'influence suprême des français dans l'isthme. Quand les forces américaines quittèrent Panama, il déclara que les résidents français se vantaient de l'effroi des Etats-Unis devant les protestations françaises. Ceci agita le sentiment national aux Etats-Unis⁵⁸. Un élément qui montre bien le climat de rivalité entre les deux puissances.

La victoire américaine se mesure également aux mémoires du capitaine Lopez, officier supérieur chilien qui arriva dans l'isthme le 28 avril 1885. Celui-ci se renseigna et écrit que Prestan

⁵¹ S.H.M.R, Malle du marin n°3, fond Ribell, dossier Division Navale de l'Atlantique Nord, p. 56-57.

⁵² C.A.D.N, Panama A 40, dossier «événement de Colón 1885», lettre du consul pour le ministre des Affaires étrangères, datée du 25 mai.

⁵³ VEGA, Renan, JAUREGUI-GONZALEZ, Sandra, ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 123.

⁵⁴ C.A.D.N, Panama A 40, dossier «événement de Colón 1885», lettre du consul pour le ministre des Affaires étrangères, datée du 21 avril 1885.

⁵⁵ TROMBEN, Carlos, *op. cit.*

⁵⁶ Prestan et ses hommes feront d'ailleurs la douloureuse expérience du retour de la peine de mort dans l'isthme.

C.A.D.N, Panama A 40, dossier «événement de Colón 1885», lettre du consul pour le ministre des Affaires étrangères, datée du 25 mai 1885.

⁵⁷ C.A.D.N, Panama A 40, dossier «événement de Colón 1885», lettre du consul pour le ministre des Affaires étrangères, datée du 15 juin 1885.

⁵⁸ WICKS, Daniel, *op. cit.*, p. 587.

comme Aizpuru avaient été soutenus par la *Compagnie universelle du canal interocéanique*, donc par les Français⁵⁹. Cette information semble très improbable car la compagnie n'espérait qu'une chose, le calme, et le maître mot de Ferdinand de Lesseps était la neutralité. Toutefois, cette anecdote montre la victoire américaine et la défaite française sur l'exploitation journalistique des événements de 1885.

Plus grave pour la compagnie du canal et pour la France fut l'exploitation diplomatique des événements de 1885 par les Etats-Unis. En effet, le corps consulaire français, dans les mois qui suivirent, s'inquiéta des rumeurs sur un éventuel traité entre Washington et Bogota assurant aux américains le transit aussi bien par voie ferrée que par voie maritime à travers l'isthme. Cette convention fut perçue par la diplomatie française comme « *une sorte de protectorat américain sur le futur canal de Panama* »⁶⁰. Bien que ce traité n'eut jamais été signé, d'un point de vue diplomatique c'est aussi une victoire américaine et une défaite française.

A la vue de ces éléments, on peut donc parler des événements qui secouèrent l'isthme de Panama, de janvier à mai 1885, comme d'une bataille perdue par la marine et le corps consulaire français dans la guerre d'influence que se livraient la France et les Etats-Unis dans cette zone du globe. Mais il convient maintenant de comprendre les raisons de cette défaite.

Deux lettres du ministre des Affaires étrangères, envoyées à l'agent consulaire de Panama, éclairent sur les contradictions des missions attribuées aux représentants de l'Etat français dans l'isthme. La première, datée du 29 avril 1885, invite le consul à faire attention au canal menacé par les révolutionnaires mais aussi par les ambitions des puissances étrangères⁶¹. La seconde, datée du 22 mai 1885, répond favorablement à la demande du consul d'enquêter sur les rumeurs signalant un éventuel nouveau traité entre la Maison Blanche et Bogota à propos de l'isthme, mais ce, en évitant « *tout ce qui pourrait dans votre attitude personnelle, être interprété comme une disposition hostile à cette puissance* »⁶².

Ces deux ordres illustrent la contradiction des missions assignées au corps consulaire français dans l'isthme de Panama qui doit assurer la protection des intérêts français tout en gardant de bonnes relations avec les Etats-Unis. Cette contradiction est soulevée, en 1895, par le consul De Coutouly, en poste à Panama, cité par Luis-Carlos Ortiz, et qui dénonce le dilemme posé aux agents français : comment obtenir des remboursements ou défendre les intérêts de la compagnie du canal dont seul le caractère universel rassure les Etats-Unis sur les prétentions françaises⁶³?

On trouve exactement les mêmes contradictions dans les missions imposées à la Division Navale de l'Atlantique Nord : l'évaluation de l'intérêt maritime d'une éventuelle alliance avec les Etats-Unis pour une République française plus ou moins isolée en Europe ainsi que la surveillance des travaux du canal et la protection des intérêts français dans l'isthme. Au final, on demande aux officiers de défendre la France face aux prétentions d'une nation avec qui l'on souhaite s'allier⁶⁴. L'écart entre les ordres et les possibilités d'action sur le terrain explique probablement l'échec des représentants français à Panama en 1885.

⁵⁹ TROMBEN, Carlos, *op. cit.*

⁶⁰ C.A.D.N, Panama A 40, dossier «événement de Colón 1885», lettre du consul pour le ministre des Affaires étrangères, datée du 22 mai 1885.

⁶¹ C.A.D.N, Panama A 40, dossier «événement de Colón 1885», lettre du consul pour le ministre des Affaires étrangères, datée du 29 avril 1885.

⁶² C.A.D.N, Panama A 40, dossier «événement de Colón 1885», lettre du consul pour le ministre des Affaires étrangères, datée du 22 mai 1885.

⁶³ VEGA, Renan, JAUREGUI-GONZALEZ, Sandra, ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 159.

⁶⁴ DELMON, Romain, *op. cit.*, p.176-185 et 212-220.

Face à cette contradiction, la marge de manœuvre des acteurs était faible. Selon le contre-amiral Lacombe, alors que Prestan organisait son gouvernement révolutionnaire à Colón, la présence de la marine française conjuguée à celle d'autres puissances (Etats-Unis, Angleterre) a « *produit sur les populations et sur les chefs révolutionnaires un très bon effet.* » Il indique alors au ministre de la Marine et des Colonies, le 28 mars, qu'il se prépare à quitter Colón sans crainte⁶⁵. Ainsi, le 28 mars 1885 la "*Flore*" part, la "*Reine Blanche*", qui mouillait sur la côte Pacifique, semble faire de même, les intérêts français présents dans l'isthme ne peuvent plus compter que sur une éventuelle protection américaine. Le 1^{er} avril, Colón est incendiée, et les troupes états-uniennes ne protègent que les intérêts de leurs ressortissants. Le consul demande alors à la Marine le débarquement de troupes pour protéger la vie et les intérêts français. Mais la Division Navale du Pacifique reste sourde à cet appel, seul le "*Talisman*" vient porter secours aux français de Colón, tandis que les Etats-Unis ont déjà envoyé 200 hommes pour occuper la ville et le chemin de fer⁶⁶. Dès le 11 avril, plus d'un millier de soldats américains protègent la ligne de chemin de fer entre Colón et Panama⁶⁷. Le consul se plaint alors de l'absence et de la passivité de la Marine française⁶⁸. De même, dès la fin avril, en raison de la présence de troupes américaines dans l'isthme et de l'arrivée des troupes fédérales du gouvernement colombien, le contre-amiral Lacombe juge la présence du "*Talisman*" « *inutile* » et préfère le rappeler⁶⁹. Or, on l'a vu, laisser en quelques sortes mains libres aux américains dans l'isthme s'est avéré désastreux, à la fois pour les intérêts français, mais aussi pour la diplomatie française en Colombie. Ainsi, l'obligation d'entretenir de bonnes relations avec la marine et les autorités américaines semble avoir été privilégiée à la protection des intérêts nationaux. Devant le risque de se brouiller avec les troupes américaines, les officiers français préfèrent donc s'effacer, laissant la compagnie du canal à son propre sort.

Luis-Carlos Ortiz dans ses travaux sur le corps consulaire français en Colombie parvient aux mêmes conclusions : les consuls de l'isthme pensaient souvent que la présence navale française n'était pas nécessaire car rien ne pouvait concurrencer la présence navale américaine⁷⁰. Les diplomates français ont conscience de cette fragilité et, en 1895, le consul De Coutouly justifie cette tendance des consuls car, selon lui, ce n'est pas de la faute du corps consulaire français si une compagnie à capitaux français a voulu venir creuser un canal dans un pays où les Etats-Unis avaient acquis depuis longtemps une situation privilégiée. Le consul reconnaît quelque part la doctrine Monroë et la partition des zones d'influence entre les grandes puissances, confirmant ainsi qu'il y avait bien une grande rivalité entre Français et Etats-uniens à propos de l'isthme⁷¹.

Défense des intérêts nationaux et maintien des bonnes relations avec les Etats-Unis n'ont donc visiblement pas pu être conjugués. Il est alors possible de penser que l'isolement diplomatique de la France oblige sa marine et ses diplomates à certaines concessions devant une grande puissance, telle que les Etats-Unis, avec laquelle il faut préserver de bonnes relations. Des Etats-Unis qui, par ailleurs, ne sont donc pas étrangers au fiasco de la construction du canal de Panama, une quatrième cause profonde de l'échec de la *Compagnie universelle du canal interocéanique* à rajouter aux trois autres évoquées par Jean Bouvier, à savoir l'affairisme, l'entêtement de Ferdinand de Lesseps et l'hostilité de la nature⁷². En ce sens, les événements de 1885, dans l'isthme de Panama, sont donc bien une défaite française, mais qu'en est-il pour les Colombiens ?

⁶⁵ S.H.M.R, Malle du marin n°3, fond Ribell, dossier Division Navale de l'Atlantique Nord, p. 49.

⁶⁶ C.A.D.N, Panama A 40, dossier «événement de Colón 1885», lettre du consul pour le ministre des Affaires étrangères, datée du 3 avril 1885.

⁶⁷ C.A.D.N, Panama A 40, dossier «événement de Colón 1885», lettre du consul pour le ministre des Affaires étrangères, datée du 21 avril 1885.

⁶⁸ S.H.M.R, Malle du marin n°3, fond Ribell, dossier Division Navale de l'Atlantique Nord, p. 55.

⁶⁹ S.H.M.R, Malle du marin n°3, fond Ribell, dossier Division Navale de l'Atlantique Nord, p. 55-59.

⁷⁰ VEGA, Renan, JAUREGUI-GONZALEZ, Sandra, ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 143.

⁷¹ *Ibid.*, p. 144.

⁷² BOUVIER, Jean, *Les deux scandales de Panama*, Paris, Julliard, 1964, p. 15-24.

III) Un impérialisme pragmatique et « aléatoire ».

A) Y-a-t-il eu « violation de la souveraineté territoriale colombienne » ?

Cette question se pose après la lecture de la thèse de Luis-Carlos Ortiz qui parle du débarquement des troupes américaines après l'incendie de Colón, le 1^{er} avril 1885, comme d'une « grave violation de souveraineté territoriale des Etats-Unis de Colombie »⁷³. Outre, une éventuelle critique de cette formule tenter de répondre à cette question permet d'analyser les rapports entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis de Colombie afin d'étudier la forme que prend l'impérialisme américain, en 1885, dans l'isthme de Panama.

Afin de répondre à la question initiale, la première chose à relever est la dimension sans précédent de cette intervention états-unienne au Panama : un mois d'occupation, 1200 hommes déployés⁷⁴. Elle prend comme argument le fameux traité de 1846 et son article 35 qui impose aux Etats-Unis le maintien du transit à travers l'isthme. Un transit quelque peu perturbé par les révolutionnaires comme le signale le consul de France à Panama⁷⁵. Or, les officiers chiliens comme français évoquent, dans un premier temps, le déploiement des troupes américaines de part et d'autre de la ligne de chemin de fer Colón-Panama, et particulièrement autour des gares⁷⁶. Jusque là, l'action américaine, en vertu du traité de 1846, est tout à fait légale.

La première action américaine pouvant prêter à caution est le refus essuyé par Pedro Prestan lors de sa demande de livraison d'armes qu'il avait commandées à New-York. Armes qui furent livrées par la suite aux troupes gouvernementales⁷⁷. Les Américains semblent donc prendre, dès le 31 mars, soit la veille de l'incendie de Colón, parti contre la révolution. Toutefois, la situation était délicate car en laissant débarquer ces armes les Américains auraient aussi pu être accusés de soutenir la révolution qui n'avait pas, dans un premier temps, porté atteinte aux intérêts étrangers. On peut donc penser que cette première action est à interpréter dans une logique d'apaisement des tensions et une volonté de ne pas « jeter de l'huile sur le feu » en fournissant des armes à une insurrection.

En revanche, le débarquement de renforts puis la décision d'envoyer plus d'un millier d'hommes dans l'isthme après l'incendie de Colón, le 1^{er} avril, dépasse le cadre légal qu'offrait le traité de 1846. Dès lors, les états-uniens semblent avoir « pris parti dans la querelle » comme l'écrit le contre-amiral Lacombe⁷⁸. Ils commencèrent par arrêter puis livrer aux autorités

⁷³ ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 313.

⁷⁴ Ce déploiement était si important que le gouvernement colombien, dans un premier temps, a craint une véritable annexion de Panama. WICKS, Daniel, *op. cit.*, p. 599.

⁷⁵ C.A.D.N, Panama A 40, dossier «événement de Colón 1885», lettre du consul pour le ministre des Affaires étrangères, datée du 3 avril 1885.

⁷⁶ TROMBEN, Carlos, *op. cit.* S.H.M.R, Malle du marin n°3, fond Ribell, dossier Division Navale de l'Atlantique Nord, p. 48.

⁷⁷ Lettre envoyée, le 30 juin 1885, à la direction politique par un négociant français, M. Van Messen, établi à Colón, édité in VEGA, Renan, JAUREGUI-GONZALEZ, Sandra, ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 268-274.

⁷⁸ S.H.M.R, Malle du marin n°3, fond Ribell, dossier Division Navale de l'Atlantique Nord, p. 55.

colombiennes les chefs de la rébellion⁷⁹. Les troupes américaines occupèrent l'isthme, durant un mois, puis, le contre-amiral McCalla arrêta lui-même la révolution et son leader Aizpuru dans les rues de Panama, le 24 avril. Ces actes montrent bien la prise de position des troupes américaines et leur violation du traité de 1846 qui impliquait une neutralité face aux événements de politique intérieure⁸⁰. C'est ce que notifie M.Lanen, consul général de France à Bogota, au Secrétaire des Relations extérieures du gouvernement Nuñez⁸¹.

A ce stade là, on peut répondre d'une manière affirmative à la question :Y a-t-il eu une violation de la souveraineté territoriale colombienne ? Les troupes américaines semblent bien avoir outrepassé leurs droits fixés par le traité de 1846. Oui, mais il manque deux éléments fondamentaux que, paradoxalement, Luis-Carlos Ortiz possédait quand il a écrit sa thèse.

Le premier élément vient de M.Restrepo, Secrétaire des Relations extérieures des Etats-Unis de Colombie qui confie au consul de France : « *Nous avons reçu la nouvelle que les dommages causés à la ville de Colón par les insurgés s'élèvent à 30 millions de piastres. Dans ces circonstances nous sommes forcés d'approuver l'intervention des Etats-Unis*⁸². »

Puis, M.Restrepo dit au consul du Chili qu'il n'attribuait aucune conséquence désagréable au débarquement de troupes étrangères, car les circonstances dans lesquelles le débarquement s'est effectué et les rapides exécutions des révolutionnaires ne posent aucun problème au gouvernement colombien, d'autant plus que Bogota ne pouvait pas compter sur ses troupes ni à Colón, ni à Panama, puisqu'elles occupaient Cartagena, afin de combattre la révolution⁸³.

Ainsi, face à l'ampleur des dégâts de l'incendie de Colón et l'absence de troupes pour maintenir l'ordre, le gouvernement colombien ne peut qu'approuver l'intervention américaine. Il est d'ailleurs intéressant de noter que les deux principales actions américaines répondent au besoin du gouvernement colombien : châtier les coupables de l'incendie de Colón et stopper la révolution menée par le général Aizpuru. Les officiers américains parviennent même à Panama à concilier leurs intérêts et ceux de Bogota.

De plus, le capitaine Lopez, chilien donc relativement neutre⁸⁴, signale le grand respect montré par les militaires américains à l'encontre des troupes et du gouvernement colombiens. Ce respect est confirmé par les autorités américaines qui signalent, le 30 avril à Bogota, par l'intermédiaire de leur ministre plénipotentiaire qu'elles ne veulent pas s'immiscer dans les affaires intérieures à la Colombie et désirent retirer leurs troupes dès qu'elles ne seront plus nécessaires⁸⁵. Cette décision est importante et démontre la volonté du gouvernement Cleveland de respecter ses engagements auprès de Bogota alors qu'une grande partie de l'opinion américaine et le parti Républicain se prononce pour l'annexion de l'isthme⁸⁶. Cette démonstration de respect et d'une prétendue légalité se manifeste par la demande d'autorisation de débarquement des troupes,

⁷⁹ VEGA, Renan, JAUREGUI-GONZALEZ, Sandra, ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p.117. Voir les très intéressantes réflexions sur le jugement des chefs rebelles p. 117-119. Avec notamment la volonté de les juger comme brigands responsables de l'incendie de Colón, et non comme chefs d'une rébellion, ce qui, en quelques sortes, légalisa leur arrestation par les troupes américaines.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 123.

⁸¹ Cité par ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 316.

⁸² *Ibid.*, p. 314.

⁸³ MORENO DE ANGEL, Pilar, *op. cit.*, p. 387.

⁸⁴ On peut même penser qu'à la vue de sa mission, défendre la Colombie au nom de la solidarité hispano-américaine, le capitaine Lopez est plutôt anti états-unien.

⁸⁵ ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 314.

⁸⁶ WICKS, Daniel, *op. cit.*, p. 598.

formulée par l'amiral Jouett aux autorités colombiennes, le 10 avril 1885⁸⁷. Ainsi, l'intervention américaine n'a jamais été refusée par le gouvernement colombien qui y a trouvé un grand intérêt.

Le deuxième élément qui permet de sérieusement nuancer la notion de violation de souveraineté territoriale, c'est la demande directe et visiblement secrète du Président Nuñez au gouvernement américain d'envoyer des troupes pour occuper l'isthme, avouée par M. Restrepo au consul de France en place à Bogota⁸⁸. Ainsi, à l'inverse de Luis-Carlos Ortiz j'estime qu'il est difficile de parler d'une violation de souveraineté territoriale car c'est le Président colombien lui-même qui a requis l'intervention américaine.

Une question se pose alors : Pourquoi le gouvernement colombien demande la protection d'une partie de son territoire à une nation dont une partie conséquente de l'opinion publique souhaite l'annexion de ce territoire ?

Pour cela, il faut se tourner vers la carte des Etats-Unis de Colombie. Bogota se trouve très éloignée de l'isthme notamment à cause des difficultés de circulation entre la partie andine et le littoral du territoire colombien. Ainsi, en 1846, c'est la Nouvelle-Grenade qui proposa la clause stipulant l'obligation pour les Etats-Unis de maintenir le transit, la neutralité et la souveraineté colombienne sur l'isthme, car elle avait peur des ambitions territoriales des puissances européennes sur cette portion de son territoire qu'elle contrôlait très difficilement⁸⁹.

Au XIX^e siècle, l'isthme fut régulièrement secoué par des révoltes contre l'autorité de Bogota causant beaucoup de dégâts et s'attaquant souvent au chemin de fer pour empêcher l'arrivée des troupes gouvernementales. Du fait des difficultés de communication, l'arrivée de troupes colombiennes était très longue, les marins américains arrivaient alors bien souvent les premiers pour mater les révoltes. Ceci permettait au gouvernement de compter sur une force extérieure qui limitait les changements politiques dans l'isthme. Peu à peu, comme le montre très bien Daniel Wicks, les troupes américaines devinrent de manière informelle les forces de maintien de l'ordre au Panama⁹⁰.

Par conséquent, le débarquement américain de 1885, même s'il est inédit par son ampleur, s'inscrit dans une logique d'interventionnisme américain dans l'isthme de Panama avec l'aval des autorités colombiennes. On est donc loin d'une subite violation de territoire. Plusieurs raisons poussent d'ailleurs le Président Nuñez à requérir l'aide américaine⁹¹. D'un point de vue pragmatique, l'intervention américaine permet d'éteindre un foyer révolutionnaire difficile d'accès pour les troupes gouvernementales. Certes, comme le dit Daniel Wicks, le gouvernement colombien aurait probablement fini par mater cette rébellion mais en combien de temps ? Or, comme le précise le consul du Chili à Bogota, le Président Nuñez voulait étouffer au plus tôt les troubles révolutionnaires pour hâter la réforme de la constitution⁹². Le gouvernement ressort donc gagnant de cette intervention.

⁸⁷ MORENO DE ANGEL, Pilar, *op. cit.*, p. 391. Néanmoins, Daniel Wicks précise que s'il y a eu demande d'aide officielle de la part du gouvernement colombien celle-ci n'est intervenue qu'après la décision américaine d'envoyer des renforts.

⁸⁸ ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 316. On peut penser que cette demande est restée plus ou moins secrète dans la mesure où Nuñez ne voulait pas écorner la fibre patriotique de ses fidèles, notamment à Panama.

⁸⁹ WICKS, Daniel, *op. cit.*, p. 583.

⁹⁰ *Ibid.* p. 585.

⁹¹ Ces raisons militaires, politiques et économiques sont exposées dans VEGA, Renan, JAUREGUI-GONZALEZ, Sandra, ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 126.

⁹² MORENO DE ANGEL, Pilar, *op. cit.*, p. 391-392.

La demande d'intervention américaine à Panama, en 1885, s'intègre également à la complexe politique étrangère de Nuñez. Le Président colombien souhaite obtenir le soutien des Etats-Unis pour assurer ses frontières terrestres et défendre l'isthme de Panama face aux ambitions européennes. En cela, il accepte pleinement le principe de la doctrine Monroe. Mais pour ne pas s'isoler il tente également de se rapprocher des grandes puissances européennes afin de freiner les vues américaines sur le canal⁹³. Ce subtil jeu diplomatique est risqué, car au nom de la doctrine Monroe les Américains cherchent des partenaires commerciaux et non des alliés comme le souhaiteraient les Colombiens⁹⁴. D'autant plus, que comme l'écrit le consul de France à Bogota en 1886, les Colombiens « *toujours prêts, en cas de désaccords avec d'autres nations, à se targuer de la puissante protection de la République des Etats-Unis et à se réfugier sous son égide, ils n'en laissent pas moins ostensiblement percer, dès qu'ils ont à débattre avec elle quelques intérêts, toute la crainte que leur inspirent les projets de patronage intéressé qu'ils lui prêtent.* »⁹⁵ »

A la recherche d'argent, le gouvernement colombien aurait même été prêt, après les événements de 1885, à vendre aux Etats-Unis soit l'île de Coiba, soit l'isthme, soit un avantage exclusif sur celui-ci⁹⁶. L'intervention américaine de 1885 montre comment l'Etat colombien, très lourdement endetté, totalement instable politiquement laisse peu à peu les Etats-Unis s'installer au Panama avec son aval, car, jusqu'en 1885, les actions américaines lui étaient favorables. Ainsi, en cette fin de XIX^e siècle, on peut parler pour les Etats-Unis en Amérique latine d'un impérialisme pragmatique, non planifié, qui s'engouffre dans les brèches tendues par les faiblesses de l'Etat colombien. Car pour la première fois, en 1885, les officiers de la *Navy* et une partie de l'opinion publique américaine se sont sentis assez forts pour penser très fortement à une annexion de Panama. C'est avant tout le refus de l'administration Cleveland qui a empêché l'installation définitive des troupes américaines au Panama. Ceci amène à s'interroger sur les rapports entre discours et pratique du pouvoir chez les acteurs de l'impérialisme américain mais aussi français à la fin du XIX^e siècle, sur l'isthme de Panama.

B) Décisions gouvernementales et réalités militaro-consulaires.

La politique extérieure d'un Etat est décidée au sein des sphères gouvernementales mais son application dépend des représentants de cet Etat à l'étranger. Qu'en fut-il lors des événements de Panama en 1885 ? Y a-t-il eu concordance entre les décisions prises à Paris, Washington ou Bogota et les actions menées de part et d'autre de l'isthme ?

La première chose à mettre en avant est la question matérielle de la communication entre les agents consulaires ou les marins et leur ministère de tutelle. Dans sa thèse, à plusieurs reprises, Luis-Carlos Ortiz évoque les ruptures de communication postale entre Bogota et Paris, et même entre Bogota et Panama, notamment durant les épisodes de guerre civile comme en 1885. Les marins américains semblent eux aussi avoir des difficultés à communiquer par télégraphe avec Washington⁹⁷. C'est probablement en raison de ces difficultés de communication que le consul du Chili à Bogota, dans une lettre du 20 avril 1885, demande une liberté de décision face aux

⁹³ ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 219-229.

⁹⁴ WICKS, Daniel, *op. cit.*, p. 599.

⁹⁵ Lettre du 19 juin 1886 cité in ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 358.

⁹⁶ ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 315.

⁹⁷ WICKS, Daniel, *op. cit.*, p. 593.

événements⁹⁸. De ce fait, bien souvent livrés à eux-mêmes par absence de communication, les officiers de marine ou les agents consulaires sont les véritables acteurs des politiques étrangères de leurs gouvernements en cette fin de XIX^e siècle.

De plus, certains individus jouent de leur position pour influencer le cours des événements. Ainsi, si l'on suit le capitaine Lopez, le consul de France à Colón et une lettre d'un négociant français, M. Burth, le superintendant de la *Panama Railroad Company*, aurait joué un rôle majeur dans la non-livraison des armes destinées à Pedro Prestan, puis dans l'acheminement des troupes gouvernementales pour venir mater la rébellion. En effet, il aurait câblé un message au général Gomina pour qu'il envoie des hommes à Colón par un train, mis spécialement à disposition par sa compagnie⁹⁹. La *Panama Railroad Company* étant considérée comme un des principaux intérêts américains présents dans l'isthme¹⁰⁰, beaucoup assimilèrent les actes de M. Burth à l'action des forces américaines. Or, M. Burth semble avoir agi comme bon lui semblait sans se soucier de la politique que voulait mener le secrétaire d'Etat Bayard et l'administration Cleveland.

Quand on regarde, comme l'a fait Daniel Wicks, les archives américaines sur l'intervention de 1885, on mesure l'écart gigantesque entre la décision de politique extérieure et son application sur le terrain. En effet, selon l'historien américain, l'administration Cleveland n'était pas très enthousiaste à l'idée d'intervenir au Panama. Les plaintes, plus ou moins fondées, sur les dommages infligés aux biens des ressortissants américains ne furent pas un motif décisif pour intervenir. Selon le secrétaire d'Etat Bayard, il fallait rouvrir le transit, en vertu du traité de 1846, et tenir les engagements états-uniens auprès des Colombiens¹⁰¹. Bayard croyait au caractère universel et à l'intérêt pour l'humanité d'un canal entre Atlantique et Pacifique, ce ne devait pas être, selon lui, une affaire exclusivement nord-américaine, il ne voulait pas se brouiller avec la France et hésita longuement avec le Président Cleveland avant de décider l'envoi de renforts à destination de l'isthme. Pour les décideurs, il n'y avait pas d'ambiguïté sur les intentions américaines. Mais après la décision il y a l'application.

La préparation de l'expédition fut confiée à John G. Walker, partisan, à l'inverse des Démocrates, d'une politique étrangère active¹⁰². Il était de ceux qui souhaitaient un renforcement de la *Navy* passant par une modernisation et le développement de troupes amphibies. Ainsi, pour Daniel Wicks, l'ampleur de l'expédition américaine est à mettre sur le compte du lobby de la *Navy*¹⁰³. Le contre-amiral McCalla fut chargé de diriger cette opération avec l'ordre gouvernemental de rouvrir le transit dans l'isthme et de protéger les américains ainsi que leurs biens. Mais Walker lui confia également des ordres secrets, inconnus du ministre de la Marine et du gouvernement¹⁰⁴. Walker et McCalla travaillèrent dans trois directions opposées aux ordres de l'administration Cleveland : ils glanèrent des informations sur la possibilité d'implanter des bases navales à proximité du canal, manœuvrèrent pour établir une force amphibie permanente dans la *Navy*, et tentèrent de rendre populaire l'intervention au Panama pour séduire l'opinion américaine sur un éventuel retour dans l'isthme. C'est également McCalla qui demanda constamment plus de troupes pour finalement partir avec 1200 hommes¹⁰⁵.

⁹⁸ MORENO DE ANGEL, Pilar, *op. cit.*, p. 390.

⁹⁹ TROMBEN, Carlos, *op. cit.* Lettre envoyée, le 30 juin 1885, à la direction politique par un négociant français, M. Van Messen, établi à Colón, édité in VEGA, Renan, JAUREGUI-GONZALEZ, Sandra, ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 268-274.

¹⁰⁰ ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 364.

¹⁰¹ WICKS, Daniel, *op. cit.*, p. 589.

¹⁰² *Ibid.*, p. 589.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 590.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 591.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 592-593.

Lorsque McCalla arriva, l'amiral Jouett avait déjà rétabli le transit mais ceci ne l'empêcha pas de débarquer. Le ministre de la Marine lui rappela que son seul objectif était de maintenir le transit et de protéger les intérêts américains tout en restant à l'écart de la politique intérieure colombienne afin d'éviter toute irritation ou inimitié. La suite des événements montre bien que les officiers américains ne tinrent aucunement compte de ces ordres et s'engagèrent du côté des forces gouvernementales, ce qui arrangea beaucoup Bogota mais fut condamné par les diplomaties française et chilienne.¹⁰⁶

L'administration Cleveland, elle aussi, condamna vigoureusement l'assaut de la ville de Panama, le 24 avril 1885, et ordonna le retrait des troupes états-uniennes¹⁰⁷. On note donc un grand écart entre les décisions de Washington et leur application par les acteurs de la politique étrangère. Cette liberté des acteurs démontre le caractère aléatoire de l'impérialisme américain. Malgré un discours politique neutraliste, il se manifeste par la volonté d'un consul, d'un négociant ou d'un militaire. Un impérialisme en gestation dans la pensée américaine mais une application aléatoire au grès de la contingence.

Cependant, l'effet inverse peut se produire, un impérialisme volontariste comme celui de la France de la III^e République peut être freiné par l'incompétence de ses représentants. Certes, la France ne tente pas de s'étendre territorialement en Amérique à la fin du XIX^e siècle, mais elle cherche néanmoins à étendre ses zones d'influence et à développer des points d'appui chers à Jules Ferry¹⁰⁸. Or, la faillite de la France dans la défense de ses positions sur l'isthme, en 1885, tient avant tout à des incompétences personnelles. Tout d'abord un problème de compréhension entre consuls et officiers de marine sur la mission de protection des nationaux. En effet, dès le début des troubles, des bâtiments sont présents des deux côtés de l'isthme. Mais une fois le calme revenu, la "*Flore*" quitte Colón, pourtant, deux jours plus tard, la ville est incendiée. Le "*Talisman*" est alors envoyé secourir les français mais les installations sont déjà détruites. D'une manière générale, les bâtiments français ne viennent que pour porter secours, alors que les consuls aimeraient compter sur l'appui de la Marine plus longtemps afin de pérenniser leurs actions et ainsi étendre l'influence de la France¹⁰⁹. Or, les officiers de la marine française semblent très souvent compter sur la présence de puissances étrangères pour ramener le calme et protéger leurs nationaux. Ainsi, le contre-amiral Lacombe juge inutile la présence du "*Talisman*" dans la rade de Colón au mois d'avril du fait de la présence américaine et préfère le rappeler, d'autant plus que la fièvre jaune a fait son apparition parmi les troupes états-uniennes¹¹⁰. La peur de la fièvre jaune est alors impressionnante chez les officiers de la marine française qui préfèrent parfois abandonner leurs missions plutôt que de risquer une éventuelle contamination de l'équipage¹¹¹. Le corps consulaire ne semble pas toujours très performant car les officiers français se plaignent de l'incompétence de l'agent en poste à Colón qu'ils jugent en partie responsable du désastre subi par les français lors de l'incendie de la ville¹¹².

Ainsi, en cette fin de XIX^e siècle, l'impérialisme des grandes puissances bien qu'évident et manifeste est loin d'être une machine implacable à soumettre les peuples et les Etats moins puissants. Notamment en raison des problèmes de communication entre acteurs locaux et pouvoirs politiques, cet impérialisme était bien souvent lié à la contingence et à des volontés individuelles. C'est pour cela qu'on peut parler, en 1885, pour les Etats-Unis, dans l'isthme de Panama, d'un impérialisme pragmatique et aléatoire.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 593. ORTIZ, Luis-Carlos, *op. cit.*, p. 315-316. MORENO DE ANGEL, Pilar, *op. cit.*, p. 387-390.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 595.

¹⁰⁸ BATTESTI Michèle, *La Marine au XIX^e siècle, interventions extérieures et colonies*, Paris, Du May, 1993, p. 85-101.

¹⁰⁹ Un cas similaire se passe à Haïti en 1888, DELMON, Romain, *op. cit.*, p. 193-195.

¹¹⁰ S.H.M.R, Malle du marin n°3, fond Ribell, dossier Division Navale de l'Atlantique Nord, p. 55-59.

¹¹¹ DELMON, Romain, *op. cit.*, p. 92-95.

¹¹² S.H.M.R, Malle du marin n°3, fond Ribell, dossier Division Navale de l'Atlantique Nord, p. 58.

Conclusion :

L'intervention des troupes états-uniennes au Panama, en 1885, est un cas intéressant pour étudier les relations internationales à la fin de XIX^e siècle. On y voit l'affrontement implicite de deux puissances impérialistes, du moins expansionnistes, la France et les Etats-Unis. Cet affrontement peut se résumer à une lutte d'influence au Panama et auprès du gouvernement de Bogota afin de contrôler l'isthme et le futur canal. C'est un affrontement particulier car il met en opposition deux républiques aux impérialismes différents. La France, en 1885, est une puissance coloniale qui assume et affiche son impérialisme au contraire des Etats-Unis. Mais, dans les années 1880, la situation idéologique, économique et géopolitique des Etats-Unis a changé. En effet, la frontière intérieure est en voie de disparition, l'économie américaine s'envole pour devenir l'une des premières au monde, et certains penseurs comme John Fiske et son « *Manifest destiny* » ou bien le jeune capitaine Alfred Mahan commencent à prendre conscience de la nécessité pour les Etats-Unis de jouer un rôle plus important sur la scène internationale. En politique extérieure, l'unique, du moins la principale idéologie demeure la doctrine Monroe. En son nom, il est légitime de voir les travaux de la *Compagnie universelle du canal interocéanique* comme une menace. Ainsi, la volonté américaine d'empêcher l'œuvre de Ferdinand de Lesseps, comme l'illustrent les événements de 1885, peut se voir comme un impérialisme de défense, et non de conquête comme celui des puissances européennes à cette époque¹¹³. Les Etats-Unis veulent autant empêcher l'avancée de l'influence européenne en Amérique centrale qu'imposer la leur.

C'est dans le même ordre d'idées qu'il faut comprendre les relations entre Washington et Bogota. En effet, il n'y a pas une volonté manifeste et continue des Etats-Unis de s'emparer de Panama au XIX^e siècle. Il y a seulement l'idée de pouvoir contrôler le transit entre les océans Atlantique et Pacifique, ce qui va de paire avec la montée en puissance de l'économie américaine. Comme le montrent le traité Bildack-Mallarino de 1846, et la demande d'intervention du Président Nuñez en 1885, l'accroissement de l'influence américaine dans l'isthme de Panama, qui est une forme particulière d'impérialisme, ne répond pas à une politique extérieure planifiée, mais à un pragmatisme politique qui permet aux états-uniens de se glisser dans les brèches offertes par les crises et les faiblesses du gouvernement colombien au XIX^e siècle. En ce sens, cet impérialisme consacre bien l'existence de rapports inégaux entre deux états, entre deux républiques émancipées de leur ancienne métropole mais où la croissance économique et la stabilité politique de l'une répond à l'instabilité politique chronique et la difficulté à maîtriser l'ensemble de son territoire de l'autre. S'il ne faut donc pas voir l'impérialisme américain comme un « rouleau compresseur » accompagnant l'essor de l'économie américaine à la recherche de débouchés, il ne faut pas non plus nier une certaine volonté américaine de s'étendre, car il ne s'agit pas d'un impérialisme par accident mais d'un impérialisme pragmatique fondé sur la doctrine Monroe et la volonté d'étendre l'influence américaine de la manière la moins risquée et la moins coûteuse¹¹⁴. En 1903, la Colombie était toujours aussi instable, les Etats-Unis avaient continué d'augmenter leur puissance tant militaire qu'économique, mais la France et les puissances européennes ne pouvaient plus faire

¹¹³ CAMPBELL, Alexander, « Expansion and Imperialism » in BOLNER, James, RICARD Serge, *La République Impérialiste, l'expansionnisme et la politique extérieure des Etats-Unis 1885-1909*, Aix-en-Provence, Université de Provence, 1987, p. 221-222.

¹¹⁴ CAMPBELL, Alexander, *op. cit.*, p. 230-231.

obstacle, Washington décida de soutenir les indépendantistes et non Bogota. Ainsi, la sécession de Panama s'inscrit dans la relation entamée depuis 1846, entre la Maison Blanche et Bogota à propos de l'isthme, où l'influence américaine n'a fait que croître au grès de la contingence. Impérialisme pragmatique donc mais aussi aléatoire. En effet, il est clair qu'en 1885 l'impérialisme américain est plus le fait de quelques acteurs (officiers de marine, consuls, hommes d'affaires), que d'une volonté politique. Il illustre l'écart, à la fin du XIX^e siècle, entre décisions de politique extérieure et applications sur le terrain de cette politique. Ecart qui laissait une grande liberté d'action aux acteurs militaires et diplomatiques.

L'intervention américaine au Panama, en 1885, illustre donc la montée en puissance économique, militaire et diplomatique des Etats-Unis, tout en démontrant que l'impérialisme américain n'a pas surgi en 1898, puisqu'il était déjà en gestation idéologique depuis une vingtaine d'années, notamment au sein de la *Navy*.

Delmon Romain